

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 9 NOVEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) L'enfiellé
- 2) Dépasser les vieux...
- 3) Prendre l'air ailleurs
- 4) Le "drame" de Valls
- 5) Unité ou pas ??



Gérard Diez La Presse en Revue

I) La colère de Nicolas Sarkozy contre Dominique Reynié : "Ce n'est pas une auberge espagnole ici"





Sylvain Chazot
sylvain.chazot@europe1.fr

S'il voulait faire de parler de lui, c'est réussi. Jeudi 5 novembre, Dominique Reynié, chef de file de Les Républicains pour les régionales en Midi-Pyrénées – Languedoc-Roussillon, a déposé en préfecture une liste pas tout à fait conforme à celle décidée par la commission d'investiture du parti. Des colistiers prévus dans la liste validée par le CNI ont été enlevés, comme Arnaud Julien, secrétaire départemental LR de l'Hérault.

Forcément, cette prise de liberté a quelque peu énervé Nicolas Sarkozy. Le président de Les Républicains a donc profité du Conseil national du parti, samedi 7 novembre, pour rappeler Dominique Reynié à l'ordre. Comme souvent, l'ancien chef de l'État n'a pas pris de gant.

Voici ce qu'il a déclaré à la tribune selon plusieurs journalistes présents sur place, en regardant Dominique Reynié dans les yeux :

Il y a une chose à laquelle j'accorde beaucoup de prix : le respect de la parole donnée. Ce n'est pas une auberge espagnole ici. Il y a une discipline, il y a une organisation.



Christine Ollivier @coll7533
Reynié rappelé à l'ordre par Sarkozy: "il y a qq chose auquel j'accorde bcp de prix: le respect de la parole donnée" #LR
1/2 11:07 - 7 Nov 2015



Aurélie Herbemont @aurelherbemont
Sarkozy veut voir sur les listes les noms validés par le #CNLR : "c'est pas une auberge espagnole ici, il y a une discipline" #coucouReynié



Alexandre Lemarié @AlexLemarie
Sarkozy rappelle à l'ordre Reynié au conseil national: "Ce n'est pas une auberge espagnole ici. Il y a une discipline"
11:07 - 7 Nov 2015

Si jamais Dominique Reynié avait confondu la rue de Vaugirard avec Las Ramblas, il est désormais prévenu : **chez Les Républicains, c'est le chef qui décide.**

Nicolas Sarkozy n'est pas le seul énervé dans l'histoire. Jean-Christophe Lagarde, aussi, n'a que

très moyennement apprécié l'attitude de Dominique Reynié. Le président de l'UDI ne parle pas, lui, d'"auberge espagnole" mais d'un "monde de dealers". Cité par Le Parisien (article payant) ce samedi, il dit :

On n'est pas dans un monde de dealers. Ne pas respecter l'accord, ce serait un comportement de petite frappe. Si c'était le cas, j'aurais de quoi m'exprimer.

Mais peut-être l'ancien politologue a-t-il gardé un souvenir confus de la dernière commission d'investiture ? Libération avait raconté comment, le 7 octobre, Nicolas Sarkozy avait copieusement invectivé Dominique Reynié. Le premier avait fait comprendre au second qu'il n'appréciait pas vraiment qu'il discute tout seul dans son coin avec le centre, au grand dam des pontes locaux. "**Soit vous acceptez, soit vous dégagez !**" avait lancé le président de LR.

L'ancien politologue a jusqu'à lundi 9 novembre pour apporter des modifications à sa liste.

lelab.europe1.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Un «Mouvement commun» pour dépasser les vieux partis de gauche

Par stéphane alliès

Le député socialiste Pouria Amirshahi lance ce dimanche le « Mouvement commun », qui espère être une plateforme de « reconquête idéologique » rassemblant responsables politiques de tous bords à gauche, militants associatifs et syndicaux, et citoyens.

Pour Mediapart, il explique les contours et l'ambition de cette nouvelle organisation, loin du « poison de la présidentielle » et avec Podemos comme modèle assumé.

Il ne veut pas que ce soit un parti de plus, mais un endroit où « il faudra que les militants habitués au militantisme aient l'humilité de laisser la place aux autres ». Ce samedi, Pouria Amirshahi lance le « Mouvement commun » à Montreuil (Seine-Saint-Denis), à la suite d'un appel signé pour l'heure par 1 500 personnes (lire la boîte noire en pied de cet article), au milieu desquelles on retrouve pêle-mêle des acteurs associatifs et syndicaux, des universitaires ou des artistes, aux côtés de simples citoyens et de personnalités politiques de tous bords (notamment Pierre Laurent, Clémentine Autain, Cécile Duflot, Christian Paul ou Édouard Martin).

Le député, en rupture de ban du parti socialiste (il vient de voter contre le budget actuellement en cours de discussion), entend participer au « dépassement » des partis actuels, dont il juge « les appareils fatigués et fatigants », que ce dépassement survienne avant ou après la prochaine présidentielle. À ses yeux, « il ne s'agit plus de proclamer et de répéter qu'il faut relire Gramsci et mener la bataille culturelle, il faut s'y mettre et faire contre-culture ». Et pour cela, estime-t-il, « il faut s'adosser à des idées et des expériences réelles, et plus à une partie de baffes permanente entre la vraie gauche, même si elle a raison, et la gauche qui a trahi ». Entretien.



Vous lancez le « Mouvement commun » ce dimanche à Montreuil. Quel est son objectif ? Un futur parti, un club de réflexion ou un sas vers autre chose ?

C'est un mouvement politique sans visée électorale pour l'instant. L'idée part du constat que dans nos démocraties libérales (au bon sens du terme), nos gouvernants sont désormais incapables de faire face aux possédants. On est en train de passer d'un système délégué à un système confiscatoire, des pouvoirs comme des richesses. Il faut donc faire à côté, presque sans, en demandant aux citoyens, élus ou non, de se retrousser les manches et de mettre leurs idées

idées dans un pot commun pour dessiner la France de demain. Il nous faut définir nos causes communes dans un pays qui ne semble plus en avoir, et se réapproprié des biens communs aujourd'hui confisqués, pour dessiner une nouvelle radicalité démocratique.

Il ne s'agit pas d'ériger en théorie la rancœur et l'impatience grandissantes contre ces effets de domination, mais de construire un mouvement massif, créatif dans ses propositions, positif et bienveillant, et dont l'objectif devrait être de construire une plateforme, qui devra inspirer la société mobilisée. Il ne s'agit plus de proclamer et de répéter qu'il faut relire Gramsci et mener la bataille culturelle, il faut s'y mettre et faire contre-culture, en contestant la pente dangereuse du repli sur soi et des concurrences, en remettant au goût du jour les solidarités actives, les nouveaux combats écologiques et numériques... Ça prendra du temps, et le Mouvement commun doit s'inscrire dans le temps long de la reconquête du pouvoir.

Vous parlez de redéfinition de « causes communes » et les premiers signataires « politisés » vont du Front de gauche aux frondeurs, en passant par EELV et des socialistes disant appartenir encore à la majorité gouvernementale. Mais est-ce qu'aujourd'hui, avec l'orientation politique du pouvoir actuel, la gauche peut encore être commune ?

Avec le gouvernement actuel et son orientation, je n'y crois pas. Mais avec les bonnes volontés d'où qu'elles viennent, oui. Par exemple, Mao Péninou (adjoint PS d'Anne Hidalgo) ou Laurent Grandguillaume (député PS de Côte-d'Or), ce sont d'abord des militants de la cause démocrate, qui font preuve d'audace dans leur travail d'élus au quotidien. Ils ne sont pas au garde-à-vous du gouvernement, mais des relais de la société civile.

Il y a des intelligences et des dynamiques innovantes dans tous les partis. Ce qui compte, c'est la sincérité, que l'on soit issu du communisme ou du socialisme républicain, du chevènementisme ou de l'écologie libertaire. Car reformuler un projet politique en plantant son drapeau et en assénant ce que doit être la gauche pure et véritable, ça fatigue tout le monde et ça ne marche pas.

Maintenant, il ne faut pas se tromper sur la part qui va être dévolue au politique dans ce mouvement. La grande majorité des signataires sont d'abord des acteurs de la société mobilisée : des représentants associatifs, de simples citoyens aux profils sociologiques divers, des élus locaux qui sont dans l'expérimentation démocratique. Ils ne se situent pas forcément dans l'échiquier partisan de la gauche, et sa recomposition ne les intéresse pas. Mais ce qu'il y a de commun à tous, c'est la volonté de discuter de la France telle qu'on veut la voir et de ne pas se résigner à la voir s'enlaidir et s'abîmer. Donc pour les politiques présents dans le « Mouvement commun », il s'agit d'être humbles, de se placer dans une logique d'égaux, et de se fondre parmi les autres.

La plus grande difficulté n'est pas, en réalité, d'additionner des points de vue de gauche, ni même d'en faire la synthèse. Le plus dur c'est d'arriver à se convaincre, dans une société qui ne cherche plus que le conflit. Il n'y a plus de maïeutique ni de débat argumenté, et c'est aussi cela qu'on doit retrouver. Prenons le débat sur les banlieues. Est-ce qu'on peut considérer, sans se sentir complice d'un quelconque communautarisme, que les jeunes des quartiers populaires relevant aujourd'hui la tête ont raison de le faire ? Je le pense. Mais on doit aussi être capable d'entendre ceux qui craignent, même si cette crainte leur a fait désertier le terrain, que des revendications sociales ne virent au communautarisme. Est-il possible d'en débattre ? Le Mouvement commun doit permettre de confronter et mettre en commun des points de vue qui ne sont pas forcément contradictoires.

Il va nous falloir proposer des changements d'angle dans la façon de se poser des problématiques, pour parvenir à se convaincre. Car si on ne se convainc pas, alors ce sera gauche libertaire contre gauche autoritaire, ou démocrates contre républicains. C'est-à-dire le type de clivages que veulent nous imposer aujourd'hui les grands médias et ceux qui gouvernent depuis si longtemps.

Vous étiez justement l'un des rares élus de gauche à avoir participé à la « marche de la dignité » samedi dernier. Cette mouvance militante a-t-elle sa place dans le « Mouvement commun », alors qu'elle cristallise des débats très vifs à gauche ?

Notre mouvement ne peut être « commun » que si

toutes les expressions y ont leur place. À la fois ceux qui pensent que la laïcité, c'est l'expression de toutes les diversités et des identités singulières, mais aussi ceux qui pensent qu'elle est un ensemble de principes et de comportements qui seraient indiscutables. Paradoxalement, et personnellement, je procède un peu des deux écoles, mais sans me sentir tirillé. Bien qu'issu de la fabrique à assimilation républicaine, alors que j'étais destiné à une république islamique [en Iran – ndlr], je vois bien que des millions de Français ne bénéficient pas de ce dont j'ai bénéficié. Les nouvelles classes populaires françaises issues de l'immigration ne le vivent plus ainsi, et il faut l'entendre.

Quoi que je pense de Tariq Ramadan, quand il fait un livre de dialogues avec Edgar Morin, ça fait avancer le débat intellectuel. Je n'ai jamais renoncé à me rendre au rassemblement commémorant le 17 octobre 1961, au prétexte que depuis dix ans les Indigènes de la République s'y rendent aussi.

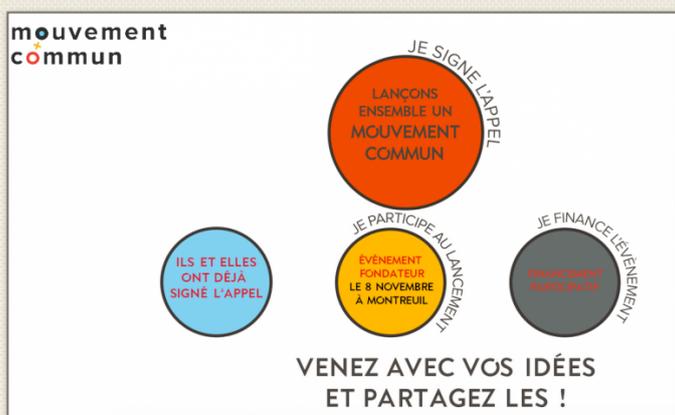
Ceux-là même qui s'inquiètent de voir un certain nombre de partis ou de collectifs progresser et s'auto-organiser, ne peuvent s'en prendre qu'aux causes de cette progression, c'est-à-dire le recul de la République, de l'État et des partis dans les quartiers populaires. On me dit : « Attention, il y a du communautarisme ! » Mais moi je n'ai vu à Barbès aucun communautarisme, ni aucune posture victimaire. Je n'ai vu que des Français, noirs, arabes et blancs, qui disaient « Non aux bavures policières », « Non aux contrôles au faciès », « Non aux discriminations incessantes », « Non à l'effacement des mémoires immigrées de la mémoire nationale ».

À mon sens, ils ont raison. Il y avait des femmes voilées ? Et alors ? On a bien le droit de manifester dans ce pays, même avec un voile... Toutes proportions gardées, le 11 janvier, j'ai manifesté derrière des dictateurs. Ça s'appelle des contradictions secondaires, il y en a aussi dans les débats économiques et sociaux, et il faut les surmonter.

Admettons qu'il y ait une part de communautarisme dans cette mobilisation, on ne peut le balayer d'un revers de main, avec le ton professoral et docte de ceux qui sauraient ce qu'est la République. La lutte pour les droits civiques des Noirs américains était communautariste, comme celle des musulmans qui se regroupent en Inde dans certains États où ils sont persécutés, comme les Afghans qui se

se regroupent en Iran. On peut comprendre que l'on soit gêné par le repli communautaire, ou que l'on soupçonne une instrumentalisation identitaire. Mais il faut aussi comprendre qu'il s'agit de défenses immunitaires face à l'abandon républicain.

Je m'exprime là à titre personnel, mais je serais heureux si l'on pouvait débattre de tout ça posément dans le « Mouvement commun », sans se faire la leçon, et en évitant les dérives réactionnaires d'une partie de la gauche, mais aussi les dérives démagogiques d'une autre petite partie de la gauche, qui parfois est aveugle et a pu dans le passé soutenir l'ayatollah Khomeiny. La cause sociale ne justifie pas tout, mais le meilleur moyen d'empêcher les dérives, c'est d'occuper le terrain. À la manif, plusieurs amies organisatrices de la marche, qui sont de vraies militantes antiracistes, m'ont dit « Merci d'être là, mais où sont tes copains ? » S'ils avaient été là depuis longtemps, on n'aurait pas ces débats aujourd'hui.



© Capture d'écran du site lemouvementcommun.org

Concrètement, en termes opérationnels, comment va fonctionner le « Mouvement commun » ?

Ça s'inspire de Podemos, d'Obama et de mouvements français plus traditionnels. Le mouvement ne sera pas que dans la réflexion, mais aussi dans l'action, avec des campagnes de mobilisation. Charge aux membres de les définir, après s'être entendus sur une charte de principes (indépendance politique, bienveillance, parité, éthique...) et des statuts, mais aussi après avoir identifié ensemble des causes communes. Tout cela sera soumis à un vote électronique dans les mois qui viennent.

Il y aura aussi des groupes locaux, et ce sera très ambitieux, car il faudra que les militants habitués au militantisme aient l'humilité de laisser la place aux autres. La question du partage du pouvoir est essentielle. On ne convoque pas les citoyens

seulement pour voter. Il n'est plus possible que des personnes qui ont le pouvoir, parce qu'on le leur a accordé, décident de tout à notre place. Si déjà ils tenaient leurs promesses, ils respecteraient leurs mandats. Mais au-delà, on ne peut plus admettre que la légitimité démocratique permette l'omnipotence, il faut mettre un terme à cette dérive. Le pouvoir que l'on donne n'est qu'un pouvoir que l'on prête. Sur ce plan, il s'agit de renouer avec les principes fondateurs de la Révolution française.

Est-il possible aujourd'hui de faire de la politique en faisant l'impasse sur la présidentielle de 2017 ? Cette échéance ne va-t-elle pas planer comme une épée de Damoclès au-dessus du « Mouvement commun » et altérer sa sincérité ?

La présidentielle est un poison. Les citoyens vont être convoqués à des élections auxquelles finalement ils ne croient que peu, et qui vont progressivement se résumer à un chantage au vote utile. Je trouve d'ailleurs de mauvais goût que ceux qui ont une responsabilité directe dans la croissance du monstre depuis tant d'années s'érigent désormais en rempart, sans se remettre en question.

Le paysage politique de 2017 se résume pour l'instant à des candidats soutenus par des appareils fatigués et souvent fatigants, qui proposent aux électeurs une série de mesures élaborées par quelques experts. Enfin, même si ce sont des millions de gens qui se déplacent aux urnes, ils n'ont pas d'autre choix que de confier toutes les clés du pouvoir à un seul individu, qui décidera au nom de la nation tout entière, mais tout seul, du destin de notre élan collectif. Et pour l'instant, le casting est peu séduisant et usé. Et puis on est lucide, on voit bien depuis plusieurs présidentielles que le piétinement de la démocratie est devenu normal.

Pour autant, j'ai bien conscience que 2017 est incontournable, et si quelques militants du « Mouvement commun » iront faire campagne pour l'un ou pour l'autre, j'espère que nous pourrons adresser une plateforme aux partis et aux candidats. Si elle pouvait être inspirante pour certains des candidats et contribuer à revivifier le débat démocratique ou à faire émerger de nouveaux visages, j'en serais ravi.

Mais 2017 n'est au fond pas le problème du « Mouvement commun », qui n'a pas à s'inscrire dans le strict agenda des échéances électorales,

mais plutôt dans le temps long, celui de la reconquête du pouvoir et des idées. Car même si la gauche libérale-conservatrice conservait le pouvoir, ça ne réglerait pas les questions centrales de la réduction de la pauvreté, du “bien-vivre”, de son rapport aux pays du Sud, ou des pannes démocratique et européenne... Pour nous, la présidentielle aura comme enjeu principal de parvenir à imposer des thèmes aux candidats, et pas le contraire.

Vous allez lancer une « web-télé », directement inspirée de Podemos...

On veut s’inspirer de tous ceux qui sont dans une démarche de « chercher la vérité et de la dire », comme disait Jaurès. Dans l’histoire militante de la gauche, il a toujours fallu se doter d’un outil de presse, pour faire une propagande de reconquête culturelle assumée comme telle. On veut faire une télévision qui soit le lieu de la confrontation entre ceux qui veulent faire « cause commune » et leurs adversaires, mais aussi entre ceux qui veulent faire « cause commune » eux-mêmes, pour donner à voir les paradoxes et les contradictions, afin de mieux pouvoir les surmonter. Cette « web-télé » se veut aussi un « anti-BFM », qui rechercherait le cheminement de la conviction et non le match de boxe entre postures, qui tournerait le dos à l’anxiété permanente ou à la complaisance à l’égard des pouvoirs. On fera aussi un « journal des bonnes nouvelles », qui promouvra toutes les expériences de contre-modèle possibles, en France comme à l’étranger.

Il y a deux ans, quasiment jour pour jour, le député socialiste que vous êtes expliquait dans Mediapart qu’il était temps d’amorcer un « autre chemin », et vous invitiez ceux qu’on appellera ensuite “les frondeurs” à refuser certaines orientations gouvernementales. Vous nous disiez alors : « On ne va quand même pas attendre cyniquement la catastrophe électorale, que tout le monde prédit. On peut encore l’éviter. » Vous le pensez encore ?

On a trop attendu, et c’est sans doute une des leçons à tirer de la période. Il se trouve que depuis, Manuel Valls, dans sa cohérence – car il n’a jamais caché ses opinions – a décidé de dérouler sans recherche de compromis une orientation qu’il croit juste. Et c’est une orientation à laquelle je ne crois pas, non seulement parce que je la trouve injuste, mais aussi parce qu’elle n’a jamais été discutée en amont. Il y a aujourd’hui deux points de vue à

gauche. Le sien, qui considère qu’il faut libéraliser l’économie, admettre certains conservatismes d’ordre sociétal et s’en tenir non plus au socialisme, mais à une culture démocrate et d’ordre républicain. Et puis il y a une vision plus émancipatrice, plus écologique et au final plus moderne.

Objectivement, je veux juste poser quelques questions. Le nombre de chômeurs a-t-il augmenté ou reculé ? La pauvreté a-t-elle augmenté ou reculé ? Le Front national est-il en hausse ou en baisse ? La réponse est dans chacune de ces trois questions, et devrait quand même appeler à un peu d’humilité de la part de ceux qui gouvernent. Que tout ne soit pas à jeter, c’est une chose. Mais on ne peut pas aller contre la vérité, y compris la vérité électorale. Je ne sais pas ce que donneront les régionales, mais je sais quels ont été les trois précédents scrutins. À un bras d’honneur politique a été renvoyé un bras d’honneur électoral.

Objectivement, on est aussi obligé de constater que la réponse alternative de gauche à ce bras d’honneur n’a pas été opérationnelle non plus. Sauf à considérer que les électeurs sont des cons, on constate que ceux qui se déplacent encore pour voter à gauche le font un peu plus pour un PS dont ils sont déçus que pour d’autres partis. Peut-être que le rassemblement de toutes ces autres forces rééquilibrerait le rapport de force, mais il n’est pas à l’ordre du jour, si l’on en croit les dirigeants de ces partis.

Or il ne s’agit pas seulement d’avoir raison, il s’agit d’en apporter la preuve. Et on est confronté à une trop grande violence politique. Sans les mettre sur le même plan, les principaux responsables politiques, au gouvernement ou à la gauche de la gauche, de la droite ou du FN sont dans la violence verbale incessante. Et cela énerve chaque jour un peu plus un pays qui a envie d’apaisement, c’est d’ailleurs là-dessus que Hollande a gagné en 2012. Les postures martiales et les rancœurs haineuses fatiguent tout le monde et ne mènent nulle part. Elles doivent désormais se transformer en énergie positive. Mais pour cela, il faut s’adosser à des idées et des expériences réelles, et plus à une partie de baffes permanente entre la vraie gauche, même si elle a raison, et la gauche qui a trahi.

Vous êtes le seul député adhérent du PS à voter contre le budget. Allez-vous être exclu ? Et d’une façon plus générale, cinq mois après le congrès de Poitiers, et hormis pour préserver

d'ultimes positions électorales, à quoi cela sert-il pour vous et ceux qui pensent comme vous de rester au parti socialiste ?

Concernant mon exclusion, comme il n'y a pas de précédent, il n'y a pas de raison de décréter qu'on exclut des gens en raison de leurs convictions, surtout quand celles-ci ne sont que la traduction littérale des orientations décidées par son propre parti. M'exclure reviendrait à reconnaître comme une faute la défense de décisions votées par les instances du PS le 27 juillet dernier, à propos de la politique économique du gouvernement. Les années précédentes, on avait obtenu la promesse d'un rapport d'évaluation des aides publiques aux entreprises. Dès lors que ce rapport n'existe même pas, et qu'on refuse toute discussion sur la pertinence de l'utilisation de l'argent public, il n'y a aucune raison pour que je ne vote pas contre le budget.

Par ailleurs, je ne fais pas de différence fondamentale avec ceux qui se sont abstenus, car le rejet de la pratique et de la méthode est le même. On ne peut pas dans le même temps répéter qu'il faut bien gérer l'argent public et le dilapider sans aucun contrôle. J'assume tranquillement cette divergence de vues avec Manuel Valls. Comme je ne lui reproche pas sa cohérence, qu'il ne me reproche pas la mienne. Je suis prêt à avoir le débat avec lui sur lequel des deux est le plus socialiste.

Alors pourquoi rester dans son parti, alors qu'il y a un désamour indéniable et que, 95 fois sur cent, un socialiste s'emmerde en militant ? À mon sens, l'essentiel est de continuer à se sentir libre. Les claquements de porte, c'est souvent beaucoup de bruit pour pas grand-chose. Je préfère essayer de construire quelque chose d'autre, à côté, sans être dans la guerre des gauches. Aujourd'hui, il n'y a de toute façon pas de partis enthousiasmants. On est souvent dans un engagement qui est le fruit de sa première rencontre militante. Il se trouve que ma première rencontre a été avec des socialistes. Mais si cela avait été avec des trotskystes ou des écologistes, qui sait ce que je serais devenu.

Le mépris de certains socialistes vis-à-vis de partenaires de gauche, considérés comme des "minoritaires", m'insupporte tout autant que la haine recuite de certains militants d'autres partis de gauche à l'égard de socialistes sincères, au prétexte qu'ils sont encore au PS. L'essentiel, quel que soit son parti, c'est d'être à l'aise au moment de défendre ses convictions. Mais de toute façon, tout ça ne durera pas et je suis persuadé que le

dépassement de tous ces vieux partis est à l'ordre du jour, et surviendra bien plus vite qu'on ne le croit.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) À un mois des régionales, le discours de Sarkozy séché par les candidats à la primaire



Les Républicains se sont réunis samedi 7 novembre à Paris pour valider leurs listes aux régionales de décembre, qui s'annoncent favorables à la droite, mais leur unité, martelée par Nicolas Sarkozy, est battue en brèche par les candidats à la primaire qui ont de nouveau séché le discours du président du parti.

"L'unité est difficile à réaliser, elle demande des efforts sur le long terme", a admis Nicolas Sarkozy, salué par une ovation debout par les quelque 2000 conseillers nationaux - le "parlement" du parti, et les responsables présents à la Mutualité, notamment Laurent Wauquiez, secrétaire général, Jean-Pierre Raffarin, président du Conseil national, Christian Estrosi, Brice Hortefeux, Luc Chatel, Eric Woerth ou Eric Ciotti.

"A 29 jours des régionales, je n'accepterai aucune exception à cette unité. La presse étalerait nos divisions. Réfléchissez, pas avec vos tripes de

militants, mais avec votre cœur de Français", a lancé Nicolas Sarkozy à ses troupes. Selon lui, "chacun peut avoir des différences. Mais l'unité est une stratégie pensée et réfléchie", a-t-il ajouté, alors que son parti est allié dans toutes les régions avec les centristes de l'UDI, et même avec le MoDem (sauf en Bourgogne-Franche-Comté, où le parti de François Bayrou conduit sa propre liste).

Ni Juppé, ni Fillon, ni Le Maire, ni NKM pour écouter Sarkozy

Des paroles qui n'ont toutefois pas masqué l'absence des principaux candidats à la primaire, Alain Juppé, François Fillon, Bruno Le Maire (ce dernier devant se déclarer courant 2016). Les mêmes avaient déjà séché ses discours de La Baule (5 septembre) et du Touquet (12 septembre), faisant fulminer un membre de l'équipe dirigeante pour qui "ça finit par ressembler à un boycott".

Empêché de se rendre à Paris pour cause de trafic perturbé à l'aéroport d'Orly, le maire de Bordeaux --qui de toute façon avait prévu de quitter la Mutualité avant le discours de Nicolas Sarkozy pour un meeting de campagne en Corrèze-- avait lancé sur son compte Twitter: "Dommage! J'avais préparé un bon discours".

Qu'à cela ne tienne... A l'heure où Nicolas Sarkozy entamait son discours, Alain Juppé a publié intégralement le sien sur son blog, pour dire que "les élections des 6 et 13 décembre ont un enjeu national". "Nous avons à nous battre sur deux fronts", écrit l'ancien Premier ministre, "contre le Front National" et pour "la préparation de l'alternance au pouvoir socialiste".

Absents également: François Fillon, en déplacement à La Réunion pour soutenir les candidats locaux, et Bruno Le Maire, présent le matin avant de s'éclipser pour le salon Made in France, Porte de Versailles. La numéro deux du parti, Nathalie Kosciusko-Morizet, qui s'est envolée pour le Liban visiter des camps de réfugiés, est aussi partie avant le discours de Nicolas Sarkozy.

Reynié rappelé à l'ordre

En revanche, quasiment toutes les têtes de liste au scrutin de décembre étaient là, notamment Virginie Calmels (Aquitaine), qualifiée de "phénomène" par Jean-Pierre Raffarin, et Dominique Reynié (Midi-Pyrénées-Languedoc-

Roussillon), dont le discours énergique a été très applaudi.

Dominique Reynié venait pourtant de faire l'objet d'un sévère rappel à l'ordre à la tribune de Nicolas Sarkozy, qui n'a pas apprécié qu'il ait modifié de lui-même vendredi la liste des candidats de l'Hérault, adoptée en Commission nationale d'investiture le 7 octobre. "Du jamais vu !", s'est offusquée une personnalité LR auprès de l'AFP. "En politique, il y a quelque chose à laquelle j'accorde beaucoup d'importance, c'est le respect de la parole donnée", avait asséné Nicolas Sarkozy, sans jamais prononcer le nom de l'ex-politologue.

L'ex-chef de l'Etat a de nouveau déroulé plusieurs de ses fondamentaux: sur l'Europe, qui n'est pas "à réformer mais à refonder", sur la sécurité et le "rétablissement de l'autorité de l'Etat qui sera notre priorité", répétant le mot de "chienlit". Il a également réaffirmé "il n'y aura(it) jamais un seul accord" avec le Front national. "Nous ne partageons rien", a-t-il dit.

huffingtonpost.fr - AFP

IV) Régionales: à un mois du scrutin, Valls parle du "drame" d'une victoire FN et charge Sarkozy

Par Marc PRÉEL



Régionales: à un mois du scrutin, Valls parle du Le Premier ministre Manuel Valls, le 6 novembre 2015 à Lyon © JEFF PACHOUD

A un mois des élections régionales, Manuel Valls a mis en garde dimanche contre la victoire du Front national dans une ou plusieurs régions, qui...

A un mois des élections régionales, Manuel Valls a mis en garde dimanche contre la victoire du Front national dans une ou plusieurs régions, qui constituerait un "drame", tout en répliquant vertement à Nicolas Sarkozy sur la sécurité et la justice.

Invité du "Grand Rendez-vous" Europe 1/iTELE/Le Monde, le Premier ministre s'est par ailleurs efforcé de rassurer sur l'action du gouvernement, après une série de cafouillages ces derniers jours, se disant "lucide" sur les difficultés des Français mais aussi confiant dans la politique de la gauche, "en train de donner des résultats".

Il faudra "tout faire" pour éviter que des régions soient gagnées par le FN, a-t-il martelé, réitérant des propos sous-entendant que le PS serait prêt à pratiquer un "front républicain" avec la droite.

"Oui, ce serait un drame que le Front national gagne une, deux ou trois régions", a affirmé M. Valls, à exactement quatre semaines du premier tour des régionales où le FN peut espérer l'emporter en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, voire en Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne.

"Il faudra analyser ces résultats (du premier tour) et ensuite tout faire" pour empêcher la victoire du FN, a réaffirmé M. Valls, qui n'en dit "pas plus à ce stade" afin que les candidats PS "fassent le score le plus important".

Mais "nous prendrons nos responsabilités" comme la droite devra le faire, car, "dans ces moments-là, nous devons être désintéressés. Le plus important, ce sera d'empêcher que l'extrême droite antisémite et raciste ne prenne une région", a-t-il ajouté.

Le Premier ministre est coutumier d'avertissements sur la progression et les risques du FN, déjà lancés à l'approche des européennes de 2014 et des départementales de mars. La droite l'accuse de doper ainsi plus ou moins volontairement le FN.

"M. Valls devrait se regarder dans un miroir et gouverner la France avant de déverser ses tas d'ordures sur des millions d'électeurs français qui ont le grand tort d'aimer leur pays". Les attaques

contre le FN, "ça ne marche plus, M. Valls. Travaillez!", lui a rétorqué sur iTELE Florian Philippot, bras droit de Marine Le Pen.

- Sarkozy, "le non-respect des règles" -

Manuel Valls a également sonné la charge contre Nicolas Sarkozy, qui a jugé qu'il n'y avait "plus d'autorité de l'Etat en France" et mis en cause l'action du gouvernement sur la justice et la sécurité.

"La conception de l'autorité de Nicolas Sarkozy, elle est aux antipodes de la mienne. C'est +je ne respecte pas les règles de droit, je ne respecte pas l'Etat de droit, je bafoue les principes mêmes de la République, c'est-à-dire l'indépendance de la Justice+. Et c'est en permanence", a répliqué le Premier ministre.

Comme déjà vendredi lors d'un déplacement à Moirans (Isère), théâtre d'émeutes commises par des gens du voyage le 20 octobre, M. Valls a défendu l'enquête, assurant qu'il y aurait bien, à son terme, "des arrestations et ensuite des condamnations".

"Ramasser" des suspects "pour faire plaisir à M. Sarkozy" ferait "capoter totalement l'enquête", a-t-il plaidé, accusant le chef de l'opposition d'"oublier" les émeutes de 2005, celles de Villiers-le-Bel de 2007 ou encore de Grenoble en 2010.

"Scandaleux, inexact et mensonger", a réagi Claude Guéant, le bras droit de Nicolas Sarkozy. A Grenoble, "on a réagi tout de suite, là, on laisse faire".

Quant aux critiques sur la série de cafouillages et changements de braquet du gouvernement sur le budget 2016 (impôts des retraités, dotations aux collectivités, allocations handicapés), Manuel Valls a rejeté une lecture médiatique faisant l'"addition d'un certain nombre de faits qui n'ont rien à voir les uns avec les autres".

Il s'est employé à rassurer et à contrer "un regard pessimiste alimenté tous les jours sur notre capacité à se réformer, à préparer l'avenir".

"Bien sûr, je connais les impatiences, les attentes et les colères des Français" mais la politique de la gauche est "en train de donner des résultats" et "nous allons gagner la bataille du chômage", a-t-il promis.

V) Elections régionales, le PS, le PCF et « l'unité de la gauche »



La campagne des élections régionales des 6 et 13 décembre rencontre l'indifférence d'une grande partie de la population. Ce n'est pas étonnant. Depuis la présidentielle de 2012, il s'agit de la cinquième élection intermédiaire. Jusqu'alors, toutes ont exprimé un désaveu cinglant du PS au pouvoir. Mais Hollande a poursuivi la même politique d'austérité contre les pauvres – et de cadeaux en tous genres pour le patronat.

Il est clair que, dans la détermination de sa politique, le gouvernement ne tient pas compte des résultats électoraux. Dès lors, à quoi bon lui envoyer de nouveau le même message ? Et à quoi bon élire des conseils régionaux qui ne permettront pas d'arrêter la machine infernale de la crise ? Voilà ce que beaucoup de gens se disent à la veille d'une élection dont l'abstention pourrait bien, une fois de plus, être le grand vainqueur.

Les Républicains ne suscitent pas davantage d'enthousiasme. Ils sont criblés « d'affaires », déconnectés des problèmes du peuple – et associés au bilan désastreux du mandat présidentiel de Sarkozy. Par ailleurs, ne dirigent-ils pas de nombreuses villes et départements ? Qu'est-ce que cela change ? Rien – ou en pire.

Les Républicains se frottent quand même les mains : l'abstention touchera surtout l'électorat de gauche. Comme lors des précédents scrutins, ils espèrent recueillir le fruit mûr de la faillite du gouvernement « socialiste ». Mais ils ne sont pas seuls à pouvoir bénéficier du rejet du PS. Le FN veut sa part du gâteau. D'après les sondages, il pourrait prendre la tête d'une ou plusieurs

régions. Sur fond d'abstention massive, c'est tout à fait possible. Ce serait une première.

Les manœuvres du PS

Que faire face au risque, bien réel, que la droite et le FN raflent la mise, le 13 décembre ? « L'union de toute la gauche ! », tempêtent les dirigeants du PS. Ils auraient voulu des listes communes du PS, des Verts et du Front de Gauche dès le premier tour. Il n'y en aura pas. Alors, le PS accuse les Verts et le Front de Gauche de « faire le jeu » de la droite et du FN.

Cette rengaine n'est pas nouvelle ; mais plus le gouvernement s'enfonce dans des abîmes d'impopularité, plus elle devient ridicule. Car enfin, on ne peut pas reprocher aux Verts et au Front de Gauche de décliner l'offre qui leur est faite de se suicider, au premier tour, sur des listes communes avec le PS. Si « la gauche est divisée », c'est évidemment parce que le PS au pouvoir mène une politique de droite. Et c'est bien cette politique qui favorise l'abstention et la montée du FN. Si le PS au pouvoir menait une véritable politique de gauche, la droite et le FN seraient en difficulté.

Le Front de Gauche et le deuxième tour

Cela n'a pas empêché le premier secrétaire du PS, Cambadélis [photo ci-dessus], d'organiser un pathétique référendum « pour l'unité de la gauche aux élections régionales ». Il a très peu mobilisé. Mais dès le lendemain, Cambadélis déclarait qu'il avait fait « bouger » la direction du PCF, « [désormais] favorable à l'unité au deuxième tour des élections régionales ».

Cambadélis ment, mais sur un point qui embarrasse les dirigeants du PCF. Car en réalité ceux-ci n'ont pas attendu le référendum pour être favorables à une fusion avec le PS au deuxième tour. Ils le sont pour un motif qui détermine la stratégie d'alliances du PCF depuis longtemps : sauver des sièges d'élus. Mais ils ne le disent pas trop fort, car cette stratégie est contestée dans les rangs du PCF – et plus encore dans ceux du Parti de Gauche. Et pour cause : le rejet du PS est tel, dans la population, qu'une fusion des listes du Front de Gauche et du PS ne va absolument plus de soi, même face à la droite et au FN. Elle ferait courir le risque de discréditer le Front de Gauche auprès des éléments les plus radicalisés de la jeunesse et du salariat, qui se diront : « le Front de Gauche critique le PS, puis fusionne avec lui. C'est toujours la même histoire ». Dans le cas des dirigeants du PCF, c'est pire encore, puisqu'ils proposent même de participer aux exécutifs régionaux dominés par le PS.

La participation du Front de Gauche à des exécutifs « socialistes » doit être exclue. Mais pour ce qui est de la fusion, il ne suffit pas de la refuser. Face à la droite et, surtout, au FN, un certain nombre de travailleurs seront malgré tout favorables à l'union. Dès lors, le Front de Gauche devrait expliquer publiquement : « nous sommes prêts à fusionner, mais seulement sur la base d'un programme de réformes sociales sérieuses, au niveau régional et national. Par exemple, la loi Macron doit être abrogée ». Bien sûr, le PS rejettera de telles conditions. Mais alors, il assumera la responsabilité de la « division », dont la véritable signification sera claire : les dirigeants du PS veulent poursuivre leur politique d'austérité. C'est bien plus important, à leurs yeux, que « l'unité de la gauche ».

lepouvoirauxpeuples.over-blog.com

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU